LA CRISE MAROCAINE

Abolir les structures socio-politiques du régime actuel

par Basri Mohamed

Après les émeutes sanglantes de Casablanca, le 20 juin dernier, le régime du roi Hassan II est dans une situation relativement précaire sur le plan social, comme l'explique notre envoyé spécial Christian Casteran, de retour du Maroc (voir ci-contre). On ne peut néanmoins affirmer que la position du roi soit réellement en danger. Voici le point de vue d'un opposant, condamné à mort à plusieurs reprises et qui vit actuellement en exil au Proche-Orient, Basri Mohamed. Ancien membre du comité politique de l'Istiqlal et cofondateur de l'Union nationale des forces populaires, Basri Mohamed fut au secrétariat général de ce parti jusqu'en 1975.

UNE fois encore, c'est la répression sanglante qui est choisie au Maroc pour répondre aux revendications légitimes des masses populaires. Peu de régimes du tiers monde peuvent se targuer d'une si longue stabilité... dans le crime, la liste est longue : assassinats, enlèvements, tortures et exécutions depuis 1958.

Le pouvoir monarchique a recours « au complot fomenté de l'étranger » pour expliquer la révolte. Pourtant les faits sont là : une grève générale revendicatrice est décidée par un syndicat reconnu — la CDT — pour faire face, après avoir utilisé tous les moyens de dialogue, à des décisions gouvernementales arbitraires qui touchent des millions de Marocains dans leur vie quotidienne, l'augmentation vertigineuse des prix et des produits de première nécessité. La représ-

sion est aveugle, le bilan est lourd : des centaines de morts, des milliers de blessés et plusieurs milliers de personnes arrêtées.

Le complot de la monarchie

Le chef de l'Etat marocain justifie la répression par le problème du Sahara marocain et évoque son initiative diplomatique à Nairobi. Faut-il rappeler que la totalité du peuple marocain s'attache farouchement à l'intégrité territoriale, et que s'il y a un problème du Sahara aujourd'hui, c'est bien parce que la monarchie marocaine a comploté — dans le sens strict du terme — contre le mouvement de libération nationale et particulièrement contre l'ALN (1958-1960), offrant sa complicité au régime franquiste espagnol et aux forces armées françaises en Mauritanie à cette époque.

Le complot n'est-il pas aussi l'accord de Madrid (1976) qui a intégré le Maroc dans l'obscur alliance de l'axe Rabat-Paris-Madrid et consolidé la domination impérialiste sur notre pays en l'entraînant dans des actions aventureuses : deux fois au Zaïre puis au Bénin ?

Pourtant certains dirigeants de partis d'opposition marocaine ont cru au soi-disant processus de libération et de démocratie. L'illusion fut brève, ils doivent bien s'apercevoir aujourd'hui que les masses populaires n'ont rien à attendre du « jeu » démocratique, elles sont conduites comme en 1965 à écrire en lettre de sang la faillite de ce « processus » et l'incapacité du régime.

Une « vitrine » démocratique

Face aux événements d'aujourd'hui, la monarchie montre les vrais instruments de pouvoir par lesquels elle règne, elle a mis au placard les lois qu'elle avait érigées elle-même et le Parlement dont elle avait dosé minutieusement les composantes afin que la « vitrine » démocratique soit attrayante pour le touriste ; pour affronter la crise, elle a recours à la police, à la gendarmerie et à l'armée.

Cette alternance entre une « démocratie » avec répression camouflée et une répression ouverte et sanglante dure

depuis vingt-deux ans. C'est trop ! Il est temps que l'ensemble des forces militantes démocratiques et progressistes se ressaisissent, les couches sociales populaires dans leur ensemble ont payé d'un lourd tribut, les attermoissements de certaines directions politiques auxquels a recouru le pouvoir chaque fois que le trône est en danger.

Il est temps de se ressaisir pour une véritable démocratisation sociale et politique au Maroc. La crise n'est pas conjoncturelle, même si elle a été aggravée par la sécheresse cette année. Ses raisons objectives sont la sclérose des structures socio-économiques maintenues dans l'intérêt d'une classe de propriétaires terriens et d'une bourgeoisie compradore liée organiquement aux intérêts impérialistes qui pillent les richesses de notre pays.

Dans cet état de chose, toute « réformette » n'est qu'illusoire et ne sert en définitive qu'à perpétuer l'exploitation, qu'à enrichir les riches et qu'à appauvrir les pauvres.

Il est bien clair que la seule solution est : l'abolition des structures socio-politiques du régime actuel, et le déracinement des fondements de la domination de l'impérialisme par l'établissement de la souveraineté populaire, c'est-à-dire la mise en place d'institutions politiques qui permettent la participation démocratique des masses populaires à la gestion de l'Etat.

B. M.